

La Chine et la Constituante

Dès avant l'insurrection de Canton (Décembre 1927) le camarade Trotsky avait insisté pour faire comprendre que la situation révolutionnaire était perdue en raison de la fausse stratégie adoptée ; cette situation était épuisée ; une époque contre-révolutionnaire commençait : la stratégie du communisme devait s'adapter à cette nouvelle époque. L'Assemblée Constituante devenait un des mots d'ordre de la période actuelle. Cette formule s'est heurtée à des objections dans les rangs même de l'Opposition. Un travail du camarade Trotsky intitulé : « La question chinoise après le VI^e Congrès » — que nous espérons éditer prochainement — est entièrement consacré à l'examen de cette question. Nous ne publions ici qu'une brève lettre consacrée à ce problème.

AU SUJET DES MOTS D'ORDRE DE DEMOCRATIE POUR LA CHINE

Certains camarades, tout à fait solidaires de mon point de vue dans l'estimation des forces animant la Révolution chinoise et dans l'appréciation des perspectives de cette Révolution, présentent des objections contre les mots d'ordre démocratiques de l'Assemblée Constituante. Naturellement, cette divergence de vue n'a pas la même importance au point de vue principes que le problème de l'évaluation des tendances principales et des forces de la Révolution. Cependant, à une certaine période, cette question peut acquérir une importance énorme, comme ce fut le cas pour les bolchéviks au sujet de l'attitude à observer envers la troisième Douma. A mon grand étonnement, un des camarades, critiquant le mot d'ordre de l'Assemblée Constituante, aperçoit tout à fait sérieusement dans celui-ci une manœuvre que j'exécuterais dans le but de « tromper » la bourgeoisie chinoise. C'est pour cela qu'il dresse contre moi un extrait puisé dans ma Critique du Programme de l'Internationale Communiste qui commence par les mots suivants : « On ne peut pas tromper les classes... », etc. Il y a là un malentendu patent de la plus grande importance. Tout l'essentiel de ce qui a trait à la signification politique du mot d'ordre de l'Assemblée Constituante pour la Chine a été dit dans mon travail : « La question chinoise après le VI^e Congrès ». Je ne le répéterai pas ici. Si l'on cherche dans la « Critique du Programme » quelle base d'argumentation théorique générale a été donnée à ce mot d'ordre on le trouvera dans le chapitre relatif aux « Principales particularités de la stratégie de l'époque révolutionnaire » qui dit :

« Sans posséder une conception large, généralisée, dialectique de l'époque actuelle en tant qu'époque de revirements brusques, il est impossible d'avoir une véritable éducation des jeunes Partis,

une direction stratégique juste de la lutte de classes, une combinaison exacte de ses procédés et, avant tout, un changement d'armement brutal, audacieux, résolu quand arrive une modification nette de la situation. »

Un de mes critiques déclare : « C'est le mot d'ordre de l'abolition des Dou-Dziouns et de l'unité de la Chine sous le pouvoir des Soviets qui reste juste ». Quant à celui de l'Assemblée Constituante il serait « inacceptable ». Je demande pourquoi. Si l'on considère que c'est la Résolution du Plenum de Février (1928) du Comité Exécutif de l'Internationale Communiste qui est dans le vrai en déclarant qu'« il est juste de continuer à s'orienter vers l'insurrection », alors, évidemment, il faut bien aussi admettre la justesse du mot d'ordre des Soviets. Car il faut être logique. Mais j'estimais, et je continue à le faire, que proclamer en Février 1928 un cours insurrectionnel était la folie la plus criminelle qui se puisse imaginer. Bien avant Février, la contre-révolution en Chine submergeait la classe ouvrière et le Parti. Dans la « Question chinoise après le VI^e Congrès » j'ai établi clairement les jalons chronologiques principaux du changement de la situation en Chine en me basant sur des faits et des documents indiscutables. Ce pays traverse actuellement non pas une révolution mais bien une contre-révolution. Au cours d'une pareille période, le mot d'ordre des Soviets ne peut avoir de sens que pour des cadres restreints en les préparant à la troisième révolution chinoise, dans l'avenir. Cette préparation a évidemment une importance énorme. Pour la faire, le mot d'ordre des Soviets doit accompagner celui de la lutte du prolétariat pour la dictature à la tête de toutes les masses pauvres de la population, et, avant tout, des paysans pauvres. Mais, à côté de la préparation par la théorie et la propagande de cadres révolutionnaires pour la révolution future, il reste encore la question de mobiliser des milieux ouvriers aussi étendus que possible pour participer activement à la vie politique de la période que nous traversons. Le pays est actuellement administré par une dictature militaire servant les sphères supérieures de la bourgeoisie et les impérialistes étrangers. Cette dictature, s'étant récemment installée à la suite de la lutte révolutionnaire (que nous avons honteusement et criminellement perdue), ne peut pas encore être stable. Elle cherche seulement à le devenir en établissant le « régime transitoire » des Cinq Chambres de Sun-Yat-Sen. L'invention absurde et réactionnaire de celui-ci (que l'on vanta chez nous sans grand sens critique, même à une époque où ses idées ralentissaient surtout le développement révolutionnaire de la Chine), cette fantaisie de philistin devient maintenant un instrument servant de camouflage « national », « constitutionnel », du

régime fasciste, c'est-à-dire de la domination militaire du parti centralisé du Kuomintang, représentant, sous leur aspect le plus concentré, les intérêts du capital. Par là même, les questions du régime politique et de l'Etat sont en Chine à l'ordre du jour. Ces problèmes inévitablement intéressent de vastes milieux ouvriers. Dans une situation qui n'est pas révolutionnaire il est impossible de donner d'autres réponses à ces questions que les mots d'ordre et les formules de la démocratie politique.

Quand le mouvement des masses progresse, en présence de circonstances de crise révolutionnaire générale, les Soviets, en grandissant par ce mouvement, en desservant les besoins courants, deviennent une forme naturelle, compréhensible, proche au point de vue « national », de l'unité des masses et aident le Parti à amener celles-ci à l'insurrection. Mais que signifierait maintenant le mot d'ordre des Soviets, dans les conditions actuelles de la Chine ? N'oubliez pas qu'il n'y a là-bas aucune tradition soviétique. Elle aurait pu exister même dans l'éventualité d'une défaite. Mais elle n'existe pas. C'est la direction réactionnaire de Staline-Boukharine qui en est cause. Le mot d'ordre des Soviets qui ne croît pas par un mouvement des masses et qui ne s'appuie même pas sur l'expérience du passé correspond à un appel aride : faites comme en Russie, c'est-à-dire que c'est le mot d'ordre de la révolution socialiste sous sa forme la plus pure, la plus abstraite et la plus absolue. Il faut propager les Soviets pour conquérir le pouvoir par le prolétariat et les paysans pauvres

au moyen de l'insurrection. Mais, aujourd'hui, il faut opposer au mécanisme fasciste du Kuomintang les mots d'ordre de la démocratie, c'est-à-dire ceux qui, sous la domination de la bourgeoisie, ouvrent le champ le plus vaste à l'esprit d'activité politique du peuple.

L'étape de la démocratie a une grande importance dans l'évolution des masses. Dans des conditions déterminées la révolution peut permettre au prolétariat de passer outre à cette étape. Mais c'est précisément pour se faciliter dans l'avenir cette opération, qui n'est nullement aisée et dont la réussite n'est nullement garantie d'avance, qu'il faut utiliser à plein la période interrévolutionnaire pour épuiser les ressources démocratiques de la bourgeoisie, en développant les mots d'ordre démocratiques devant les grandes masses, et en obligeant la bourgeoisie à se mettre à chaque pas en contradiction avec ceux-ci. Les anarchistes n'ont jamais compris cette politique marxiste. Les opportunistes dirigeant le VI^e Congrès, mortellement effrayés par les fruits de leurs travaux, ne la comprennent pas non plus. Mais nous, Dieu merci, nous ne sommes ni des anarchistes, ni des opportunistes voués à la honte, mais des bolchéviks-léninistes, c'est-à-dire des dialecticiens révolutionnaires qui ont compris le sens de l'époque impérialiste et la dynamique de ses revirements brutaux.

Alma-Ata, décembre 1928.

L. TROTSKY.

Sur la voie du sectarisme

Le destin d'un Parti qui a perdu sa ligne de conduite doctrinale et révolutionnaire est de devenir la proie de changements brusques sans nécessité apparente et de « sauts périlleux » idéologiques qui mettent en péril l'existence même de ce parti.

C'est actuellement le cas de tous les Partis communistes du monde.

Après avoir plongé le mouvement communiste pendant des années dans un opportunisme honteux, approchant par moments très près de la trahison social-démocrate (dans la Révolution chinoise par exemple), les dirigeants stalinien ont prescrit dernièrement une nouvelle « cure d'assainissement », la marche « à gauche ».

Cette « marche à gauche », décrétée dans une situation tout à fait changée, et la façon dont elle est appliquée, fait renaître le danger connu dans notre mouvement sous le nom de « Radicalisme ultra-communiste ». Quelques exemples pris dans notre mouvement national et international seront suffisants pour illustrer cette affirmation.

Dans le parti français, le mot d'ordre « Classe contre classe » continue son règne triomphal. Cela se traduit en fait par l'isolement complet du Parti

et par son impuissance totale à exercer une influence, si minime soit-elle, dans la politique de ce pays.

Faut-il rappeler que ce mot d'ordre, appliqué ici uniquement dans l'activité électorale, fut toujours combattu dans nos rangs. C'est surtout Lénine qui a brutalement dénoncé la phraséologie pseudo-révolutionnaire qui, se basant comme maintenant sur le mot d'ordre « Classe contre classe », prêchait l'absentéisme parlementaire. Lénine a démontré aux prédécesseurs de Semard et Thorez que, dans la lutte politique, avec sa multitude de partis et groupements, il est impossible de déterminer les frontières exactes des classes et qu'il ne faut pas assimiler la lutte directe du prolétariat contre le patronat dans l'usine à la lutte électorale et parlementaire.

Le mot d'ordre « Classe contre classe », ce premier non-sens ultra-gauche, a été suivi d'une série d'autres absurdités, telle « l'intégration de la social-démocratie du sommet à la base » dans l'appareil de la dictature bourgeoise, ou, encore, cette nouvelle orientation vers les inorganisés, accompagnée du conseil ingénu : « Fondez des comités d'entreprises. » (Voir les résolutions du C. C.)